



**Section Bassin minier**

## **Mardi 8 novembre – solidarité : hospitaliers-usagers**

Mardi 8 novembre, dans le Bassin minier comme partout en France, sera une journée de lutte des professionnels de la santé et de l'action sociale pour exiger une autre politique de santé qui réponde aux besoins des usagers comme des personnels. L'hôpital public est malade des politiques d'austérité : suppression de postes et de lits, fermetures de services dans les hôpitaux de proximité (au Centre Hospitalier de Montceau-les-Mines : suppression de l'unité des soins intensifs et de la maternité), délais d'attente insupportables pour les malades, conditions de travail insoutenables pour les salariés au bord de l'épuisement. Selon un récent sondage 83 % des Français estiment que l'hôpital public est en danger, 84 % considèrent que les moyens qui lui sont alloués sont insuffisants, 77 % pensent que les choix politiques des gouvernements depuis 10 ans n'ont pas été dans la bonne direction. Ce constat accablant est d'une cruelle vérité, il est le reflet du vécu.

Après la loi Bachelot de la présidence de Nicolas Sarkozy, la loi Touraine du quinquennat de François Hollande a poursuivi et aggravé le désastre sanitaire, le renoncement aux soins a progressé, les déserts médicaux se sont étendus, le secteur de la santé a été largement ouvert à la concurrence et à la marchandisation, aux assurances privées.

Il devient difficile d'accéder à un généraliste, dans le Bassin minier et au alentours. Le manque de spécialistes se fait aussi cruellement sentir, alors que les besoins grandissent avec le vieillissement de la population. La mise en place autoritaire des Groupements Hospitaliers de Territoire, avec les concentrations forcées et de nouvelles « rationalisations », va accélérer les suppressions d'emplois, de lits, de services, éloigner toujours plus le système de soins des usagers, dégrader encore la qualité des soins.

Les logiques d'austérité décidées par le gouvernement et imposées par les ARS dans le domaine de la santé préparent une saignée de 20 000 emplois dans les hôpitaux d'ici 2018. Alors qu'il faudrait au contraire créer des postes, former des personnels, pour répondre aux besoins de la population, pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales qui entravent l'accès aux soins, pour accompagner dignement le vieillissement et la perte d'autonomie, le handicap.

L'argent existe pour mettre en œuvre cette politique en rupture avec les choix actuels. Mais il ne va pas aux investissements utiles, il va grossir les dividendes des actionnaires à travers tous les dispositifs mis en place par les gouvernements successifs : exonérations de cotisations pour les entreprises, CICE, etc... Sans compter l'évasion fiscale massive qui coûte tous les ans entre 60 et 100 milliards d'euros au budget de la France.

**Citoyens, usagers, professionnels de la santé, faisons entendre mardi notre exigence d'une politique qui ne sacrifie pas la qualité des soins et la démocratie à la rentabilité des capitaux, une politique qui garantisse à chacun-e à tout moment de sa vie le droit à la santé, avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité Sociale, et une protection sociale de haut niveau.**

Montceau-les-Mines, le 6 novembre 2016